

Macron n'est pas de droite

[Laurent JOFFRIN](#) 28 août 2015 à 19:46

Mise au point. *«[La gauche] a pu croire à un moment que la France pourrait aller mieux en travaillant moins»,* a dit Emmanuel Macron jeudi devant un parterre de patrons qui buvaient du petit-lait. Il avait auparavant suggéré qu'il fallait réformer le code du travail dans le sens de la flexibilité. Outre qu'il a obligé Manuel Valls à une sèche mise au point et qu'il s'est retrouvé contraint de faire amende honorable, il se trompe sur deux points. La réduction séculaire du temps de travail figure parmi les grands acquis du mouvement ouvrier, elle a humanisé le sort des salariés en les arrachant à la malédiction immémoriale d'un travail qui excluait le temps de vivre. Et si elle avait globalement handicapé la croissance, comme le suggère Macron, comment expliquer l'extraordinaire développement qu'ont connu les économies occidentales depuis le début du siècle, puisque, dans le même temps, la durée du travail sur une vie a été au moins divisée par deux ?

De même, le code du travail compte parmi les grandes conquêtes sociales. On ne saurait le remettre en cause dans son principe, qui est d'équilibrer en faveur du travailleur la domination qu'exerce, par nature, le propriétaire des moyens de production sur le prolétariat. En omettant de citer ces évidences, le ministre de l'Economie a donné des verges pour se faire battre. Aussi, il est assez malvenu pour lui de mettre en cause l'héritage de Lionel Jospin. En ce temps-là, la croissance française était une des meilleures en Europe et le chômage avait nettement diminué...

Ces rappels étant faits, est-il pour autant scandaleux de s'interroger sur l'efficacité actuelle des lois sur le temps de travail, ou bien, comme le fait Robert Badinter (un homme de droite ?), de critiquer l'extrême complexité du code du travail ? Et, pour parler politique, faut-il refuser de compter dans la gauche les deux tiers des électeurs socialistes qui approuvent la personne et l'action d'Emmanuel Macron ? L'électorat socialiste n'est déjà pas bien gras. Faire ainsi le tri, ce serait minorer définitivement la gauche et offrir sur un plateau le pouvoir à la droite, dont le programme, pour peu qu'on se renseigne, est autrement libéral que les *aggiornamentos* prudents du gouvernement Valls. Dans le monde entier, les valeurs les plus réactionnaires sont à l'offensive, et la classe dirigeante qui gouverne la mondialisation s'en satisfait très bien. Est-ce vraiment le moment de diviser les forces progressistes, d'épurer ce parti qui n'en est pas un, de chasser à coups de goupillon ceux qui contestent le catéchisme ? Ou bien faut-il se mettre dans les pas d'un Tsípras, qui a fait lever un espoir fervent et sympathique, avant de baisser pavillon sans gloire, au grand dam de ses partisans les plus flamboyants ?

Dogmes orthodoxes. Le fond de l'affaire, c'est l'économie de marché. S'il faut la diaboliser pour être de gauche, alors Barack Obama, Franklin Roosevelt, Willy Brandt, Olof Palme ou Léon Blum dans ses écrits d'après-guerre, sont de droite : ils en ont accepté le principe quitte à la réformer. Aussi bien, et c'est l'argument principal de Macron, quand le marché remet en question les rentes, réduit les prix par la concurrence, ouvre les possibles, facilite l'expansion sans laquelle il n'y a guère d'espoir de réduire le chômage, faut-il agiter des amulettes en roulant de grands yeux effrayés ?

Le socialisme, le progressisme ne peuvent se réduire à la redistribution, c'est-à-dire à l'augmentation continue des impôts et des dépenses publiques, dans un pays qui détient dans ces deux domaines un quasi-record mondial. Sans trancher a priori, il faut se poser les questions qui dérangent : si l'assouplissement des 35 heures et la simplification du code du travail, au bout du compte, favorisent l'emploi, un gouvernement de gauche peut-il esquiver le problème ? Tout comme il doit sortir des dogmes orthodoxes selon lesquels la hausse des salaires ou le non-respect des normes européennes de déficit seraient forcément néfastes, il doit se demander si l'addition des préjugés de la vieille droite et de la vieille gauche ne se retourne pas contre l'intérêt des travailleurs. Bref, la gauche doit faire face au nouveau siècle sans œillères. On ne résoudra pas ces dilemmes en se contentant de psalmodier «vade retro Macronas !»

[Laurent JOFFRIN](#)